



CITÉ DE LA MUSIQUE  
PHILHARMONIE DE PARIS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**MISE A DISPOSITION D'UNE SOLUTION DE  
COLLECTE DE DONS EN LIGNE ET DE  
FINANCEMENT PARTICIPATIF, MODULE DE  
COLLECTE DE PAIR-A-PAIR INCLUS**

Pouvoir adjudicateur :

**Cité de la musique – Philharmonie de Paris, Etablissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial**

**Représenté par Monsieur Olivier Mantei, Directeur général**

221 Avenue Jean Jaurès  
75935 PARIS Cedex 19

SIRET N° 391 718 970 00026

Code APE 9004Z

TVA IC FR79391718970

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Site internet : <https://philharmoniedeparis.fr>

# SOMMAIRE

<b>Article 1 – Objet du marché</b>	3
<b>Article 2 – Pièces contractuelles constitutives du marché</b>	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales	3
<b>Article 3 – Durée et délai d'exécution du marché</b>	4
<b>Article 4 – Définition des prestations attendues</b>	4
<b>Article 5 – Prix des prestations</b>	4
<b>Article 6 – Pénalités de retard</b>	4
<b>Article 7 – Opérations de vérification – Réception</b>	4
<b>Article 8 – Propriété intellectuelle</b>	4
<b>Article 9 – Assurances et responsabilité</b>	4
9.1 Assurance responsabilité civile professionnelle	4
9.2 Attestation d'assurance :	5
<b>Article 10 – Modalité de règlement des prestations</b>	5
10.1 Avances	5
10.2 Demande de paiement final et décompte général et définitif du marché	5
10.3 Facturation	5
10.4 Délais et mode de paiement	5
<b>Article 11 – Sous-traitance des prestations</b>	6
<b>Article 12 – Clauses de réexamen</b>	6
12.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	6
12.2 En cas de groupement momentané d'entreprises, remplacement d'un cotraitant	7
<b>Article 13 – Emploi de la langue française</b>	7
<b>Article 14 – Conditions de résiliation</b>	7
14.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative	7
14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	7
14.3 Résiliation pour cas de force majeure	8
14.4 Résiliation pour faute	8
<b>Article 15 – Règlement des différends et compétence des tribunaux</b>	8

## **Article 1 – Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'une solution de dons en ligne et de financement participatif comprenant un module de pair-à-pair.

Le détail des prestations demandées est précisé dans le CCTP.

## **Article 2 – Pièces contractuelles constitutives du marché**

Les pièces contractuelles qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivants :

### 2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, complété daté et signé, avec le cachet de l'entreprise, le nom lisible du signataire et sa qualité (joindre les pouvoirs et délégations permettant d'agir à cet effet) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), annexée à l'acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.), annexé à l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- L'offre technique du ou des titulaire(s) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

### 2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'Information et de la Communication (C.C.A.G. / T.I.C.) tel que fixé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics techniques de l'Information et de la Communication.

Ce document n'est pas matériellement joint aux pièces du marché mais il est disponible sur le site Internet Légifrance à l'adresse suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

Il n'y a pas de contradiction entre les pièces mentionnées ci-dessus s'il peut être considéré que la pièce de rang inférieur complète ou précise la pièce de rang supérieur sur un point que celle-ci ne traite pas expressément.

### **Article 3 – Durée et délai d'exécution du marché**

La durée et les délais d'exécution sont indiqués à l'acte d'engagement.

### **Article 4 – Définition des prestations attendues**

Les prestations attendues sont définies au CCTP.

### **Article 5 – Prix des prestations**

Le mode de rémunération des prestations et la forme des prix sont définis à l'acte d'engagement.

### **Article 6 – Pénalités de retard**

Les pénalités de retard sont appliquées dans les conditions de l'article 14 du CCAG / TIC.

A ce titre, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxe du marché.

### **Article 7 – Opérations de vérification – Réception**

Les opérations de vérification d'exécution des prestations et de livraison des livrables par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 30 à 33 du CCAG / TIC.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG /TIC une décision d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

### **Article 8 – Propriété intellectuelle**

Dans l'hypothèse où les prestations donneraient lieu à des résultats qui seraient protégés par un droit de propriété littéraire et artistique, il est fait application de l'article 46 du CCAG / TIC, notamment pour ce qui concerne les droits de reproduction et représentation des résultats.

### **Article 9 – Assurances et responsabilité**

#### **9.1 Assurance responsabilité civile professionnelle**

Le titulaire, et, en cas de groupement, chacun des co-traitants, souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il aurait souscrites.

Les montants de garantie du contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle doivent être suffisants pour réparer les éventuels dommages corporels, matériels et immatériels qui surviendraient au cours de l'opération d'aménagement et de redécoration concernée.

## **9.2 Attestation d'assurance :**

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, à souscrire toutes polices supplémentaires nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

## **Article 10 – Modalité de règlement des prestations**

### **10.1 Avances**

Conformément à l'article R 2191-5 du code de la commande publique, il est prévu le versement d'une avance, dans les conditions qui suivent.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance est versée et remboursée dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

### **10.2 Demande de paiement final et décompte général et définitif du marché**

Le Titulaire établit sa demande de paiement final dans les conditions définies à l'article 11 du CCAG / TIC.

### **10.3 Facturation**

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique dans les conditions prévues aux articles D 2192-1, D 2191-2 et R 2192-3 du code de la commande publique.

Les modalités de transmission des factures sont précisées à l'acte d'engagement.

### **10.4 Délais et mode de paiement**

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-10 du code de la commande publique, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris procède au règlement des demandes de paiement du titulaire, adressées dans les conditions prévues à l'article 11.2 ci-dessus, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et des pièces justificatives.

Les paiements sont effectués par virement, sur les comptes bancaires dont les références figurent à l'acte d'engagement.

## **Article 11 – Sous-traitance des prestations**

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les conditions et les modalités prévues par les articles R 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

## **Article 12 – Clauses de réexamen**

En complément des clauses permettant la modification du marché incluses dans d'autres stipulations du marché, sont prévues, en application des articles L 2194-1, R 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes.

### **12.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

13.1.1 En application de l'article R 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire initial peut proposer à la Cité de la musique – Philharmonie sa substitution pour l'exécution du marché par un nouveau titulaire dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession du marché à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

Cette substitution ne peut entraîner aucune autre modification des conditions contractuelles que celles qui résultent nécessairement de cette substitution du titulaire initial (identité et représentants du cocontractant, coordonnées postales et bancaires, etc.). Le nouveau titulaire reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du titulaire initial résultant du marché à la date de prise d'effet de la substitution.

Pour être accepté par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché et ne doit relever d'aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation des marchés visés par les articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique.

A cet effet, le nouveau titulaire remet l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de la consultation du marché pour l'analyse des candidatures, ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique prévus par les articles R. 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique.

En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

## **12.2 En cas de groupement momentané d'entreprises, remplacement d'un cotraitant**

En cas de groupement momentané d'entreprises le remplacement de l'un de ses membres peut également intervenir pour l'une des hypothèses visées ci-dessus au paragraphe 13.1.1.

Les cotraitants membres du groupement peuvent se répartir l'exécution de tout ou partie des prestations du cotraitant remplacé. Cette répartition donne lieu, en cas d'acceptation de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, à la conclusion d'un avenant actant cette modification.

Les cotraitants membres du groupement peuvent également convenir de substituer le cotraitant initial par un tiers, lequel reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du cotraitant initial résultant du marché à la date de prise d'effet de la substitution.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 13.1.1 ci-dessus. En cas d'acceptation par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, un avenant de transfert est conclu à l'effet d'acter cette substitution.

## **Article 13 – Emploi de la langue française**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent marché.

## **Article 14– Conditions de résiliation**

### **14.1 Résiliation pour des raisons de non-conformité administrative**

En application de l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

### **14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article L 2195-3 du code de la commande publique, le marché peut être résilié pour un motif d'intérêt général.

Dans une telle hypothèse, le titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation égale à 5% du montant initial hors TVA du marché, diminuée du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé des dépenses éventuellement engagées pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Conformément à l'article 51 du CCAG / TIC, il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation.

### **14.3 Résiliation pour cas de force majeure**

En cas de survenance d'un événement ayant le caractère de force majeure, plaçant le titulaire dans l'impossibilité d'exécuter le marché, le maître d'ouvrage résilie le marché, sans que cette résiliation n'entraîne le versement d'une quelconque indemnité.

Toutefois, et par dérogation aux articles 52.2.2.2 et 52.2.2.3 du CCAG /TIC, le titulaire a le droit d'être indemnisé des dépenses éventuellement engagées pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la résiliation du marché.

### **14.4 Résiliation pour faute**

Le marché peut être résilié pour faute du titulaire, dans les conditions de l'article 50 du CCAG / TIC, sans que les cas de résiliation énumérés par ledit article ne présentent un caractère exhaustif.

A ce titre, notamment, l'atteinte du plafond des pénalités autorise, par lui-même, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris à résilier le marché pour faute.

### **Article 15 – Règlement des différends et compétence des tribunaux**

Pour le règlement des différends entre les parties, il est fait application de l'article 55 du CCAG / TIC.

Le Tribunal compétent, pour connaître de toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris (téléphone : 01 44 59 44 00 ; courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr).